L’opposition burundaise craint un "nettoyage"

Radio Nederland Wereldomroep, 3 novembre 2011Par Marie-Claire Ndikumana Ã BujumburaPlusieurs enseignants des provinces Ruyigi et Cankuzo, dans lâ€™est du Burundi, ont fui leurs mÃ©nages par crainte pour leur sÃ©curitÃ©. Les rumeurs circulent quâ€™un plan dit "safisha" qui signifie "nettoyer", mis sur le dos du parti au pouvoir CNDD-FDD, consisterait Ã Ã©liminer tout opposant."Plusieurs membres du parti FNL Ã Ruyigi ont rÃ©cemment Ã©tÃ© tuÃ©s et dâ€™autres sÃ©rieusem tabassÃ©s par les jeunes du CNDD-FDD", dÃ©clare un enseignant de Nyabitsinda dans la province de Ruyigi. Selon lui, le plan dâ€™Ã©liminer les FNL, Forces Nationales de LibÃ©ration fidÃ¨les au Hutu Agathon Rwasa, dans cette province, est exÃ©cutÃ© par la ligue des jeunes du parti au pouvoir (Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie-Forces de dÃ©fen de la dÃ©mocratie, CNDD-FDD, sous le Hutu Pierre Nkurunziza) en collaboration avec la police nationale.
Au Burundi, les personnes instruites deviennent souvent des enseignants. Par consÃ©quent, elles sont frÃ©quemment choisies pour reprÃ©senter diffÃ©rentes formations politiques au niveau provincial et communal.Peur et persÃ©cutionsDe peur, 25 enseignants rÃ©sidant dans la province de Ruyigi ont abandonnÃ© leur travail. 17 dâ€™entre eux ont dÃ©jÃ fui leurs localitÃ©s par crainte pour leur sÃ©curitÃ©, suite aux persÃ©cutions dont ils se disent victimes. Huit autres sont incarcÃ©rÃ©s prison de Ruyigi, accusÃ©s de collaboration avec des groupes armÃ©s. Selon leurs familles, ces dÃ©tenus sont membres de diffÃ©rents partis de lâ€™ADC-Ikibiri, une coalition de plus de dix partis politiques de l'opposition burundaise.Un autre enseignant, arrÃªtÃ© deux fois de suite puis relÃ¢chÃ©, dit que cette chasse Ã lâ€™homme contre les opposants serait planifi par le ministre de lâ€™Energie et des Mines, MoÃ¯se Bucumi. "Au cours du mois de septembre, jâ€™ai rencontrÃ© le ministre MoÃ¯se Bucumi Ã pied en compagnie de policiers et des militaires. Jâ€™allais au chef lieu de la province acheter une plaque solaire. AprÃ¨s lâ€™achat, sa garde mâ€™a arrÃªtÃ© et conduit Ã la brigade. Quand jâ€™ai demandÃ© la raison de mon arres lâ€™officier de police judiciaire mâ€™a rÃ©pondu que câ€™est le ministre qui se trouvait Ãªtre Ã la base de mon arrestation", il.Rumeurs et accusations Ces accusations sont soutenues par un ancien membre de lâ€™aile des jeunes du parti CNDD-FDD. Lâ€™homme qui requiert lâ€™anonymat dit dâ€™avoir eu la tÃ¢che dâ€™Ã©liminer des opposants. Mais la compassion en alarment certaines personnes ciblÃ©es, a failli causer sa perte. "Quand jâ€™ai rÃ©vÃ©lÃ© le plan, ils (le CNDD-FDD), ndlr) pris pour traitre. Moi jâ€™avais fait cela pour sauver la vie dâ€™un Ãªtre humain car nous sommes tous crÃ©es par Dieu. Ils mâ pris et mâ€™ont allongÃ© sur le dos, en me disant quâ€™ils allaient me castrer. Je les ai suppliÃ© et aprÃ¨s jâ€™ai eu la chan Ã©chapper. Et je me suis exilÃ©". Ce jeune homme implique cinq hautes autoritÃ©s du pays et du parti au pouvoir dans les diffÃ©rents cas dâ€™exÃ©cutions des membres de lâ€™opposition dans lâ€™est du Burundi. Il prÃ©cise que dans une rÃ©un du CNDD-FDD en mois dâ€™AoÃ»t 2011, Ã lâ€™Ã©cole primaire de Masama, on leur aurait donnÃ© un agenda de travail. Lâ visÃ© nâ€™Ã©tait autre que dâ€™Ã©liminer tous les FNL. Selon lui, un membre FNL tuÃ© rapporte la somme de 60.000 francs burundais (35 â‚¬), en cas dâ€™Ã©chec 20.000 francs (12â‚¬). "Autre chose",Â souligne-t-il, "on nous a dit que celui qui dÃ©vo secret sera pendu ou clouÃ© au bec par un cadenas. Et les clÃ©s de ce cadenas seront jetÃ©es dans le Lac Tanganyika pour Ãªtre retrouvÃ©es au retour du Christ sur Terre".InquiÃ©tudes et harcÃ¨lement"Tout cela fait que les membres des partis de lâ€™opposition sont pris de panique. DÃ¨s la tombÃ©e de la nuit, tous fuient leurs mÃ©nages", ajoute lâ€™enseignant de Nyabitsinda. Ce phÃ©nomÃ¨ne est aussi observÃ© dans la province Cankuzo. 16 personnes originaires des communes Cendajuru et Gisagara sont accusÃ©es de collaborer avec des groupes armÃ©s et sont incarcÃ©rÃ©s Ã la prison de Cankuzo. Parmi elles, se trouvent des cultivateurs, des commerÃ§ants, des infirmiers et des enseignants. Leurs familles parlent dâ€™un harcÃ¨lement liÃ© Ã leurs opinions politiques. Le procureur de la RÃ©publique Ã Cankuzo, lui, rÃ©pond que ces arrestations sont liÃ©es aux enquÃªtes sur la mort de deux personnes tuÃ©es par des groupes armÃ©s.Depuis la fin de la guerre civile en 2005, la prÃ©sence prÃ©sumÃ©e de listes noires sÃ¨me la peur dans de la population burundaise. Pendant que lâ€™opposition blÃ¢me le parti au pouvoir dâ€™Ãªtre lâ€™auteur de ces listes, les autoritÃ©s burundaises accusent lâ€™ dâ€™Ãªtre Ã lâ€™origine de ces rumeurs afin de dÃ©stabiliser le pays.